

Accords fiscaux—Loi

Dans la salle du Crocodile du Peter Pan, le premier ministre a déclaré, avec la merveilleuse sincérité à laquelle les Canadiens se sont habitués, que son gouvernement rétablirait la participation fédérale dans les domaines de la santé et de l'éducation à un minimum de 50 p. 100 et que, dans certaines régions, notamment le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique, elle dépasserait 50 p. 100. Voilà qu'à présent on camoufle ces nobles paroles avec les déclarations des députés d'en face, tandis qu'ils se rendent compte que le véritable objet de ce projet de loi est de réduire passablement la part du gouvernement fédéral au financement de ces programmes.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Des larmes de crocodile!

M. Axworthy: Mon collègue me rappelle qu'il est désormais chose courante pour les conservateurs de passer de la salle du Crocodile aux larmes de crocodile. Deux ans font toute une différence et elle sera encore plus marquée dans deux ans encore.

Je voudrais rappeler ce que signifie ce débat pour les personnes visées. En raison des réductions du FPE, le Manitoba perdra en 1990-1991, en chiffre nets, 89 millions de dollars. Ce serait encore plus si le gouvernement s'était engagé à respecter le principe de la déclaration du motel Peter Pan et le manque à gagner serait de 300 millions de dollars.

● (1530)

Pour les étudiants d'université, ces 89 millions de dollars signifient que les frais de scolarité vont passer de \$989 à \$2,000 par an. Mettez-vous à la place d'une famille qui veut envoyer son enfant à l'université. Pensez à la différence que cela va faire, à ce que cela représentera pour bien de familles à revenu modeste qui ont déjà été frappées par un nombre excessif d'augmentations d'impôt dans les budgets du gouvernement? En réalité, ces coupes signifient qu'un grand nombre d'étudiants ne pourront plus aller à l'université au Manitoba. Voilà ce que cela signifie: ils ne pourront tout simplement plus aller.

Je voudrais vous citer un autre chiffre pour mettre cela en perspective. La diminution proposée du financement équivaut au budget d'exploitation total des collèges communautaires du Manitoba. Une fois de plus, la province est obligée soit d'augmenter les impôts sensiblement, soit de réduire les services de formation offerts dans les collèges communautaires.

Le député de Saint-Boniface (M. Duguay) a été un porte-parole remarquable pour les conservateurs, en nous parlant des horreurs que les libéraux ont faites lorsqu'ils étaient au gouvernement. Je vous assure qu'au sujet des collèges communautaires, le gouvernement fédéral a aidé le Manitoba. Nous avons contribué à agrandir sensiblement le collège communautaire de Red River pour qu'il puisse accueillir 1,200 étudiants. Nous avons mis sur pied un nouveau programme de gestion des entreprises à l'Université du Manitoba. Nous avons participé à la construction d'une nouvelle école secondaire de formation professionnelle technique, ouverte aux étudiants de tous les âges, 24 heures sur 24, six jours par semaine. Nous avons financé l'agrandissement du collège communautaire de Keewatin et mis au point un nouveau programme à l'Université de

Brandon, destiné aux autochtones de la province. Nous avons étendu l'accès aux collèges communautaires et le gouvernement actuel est en train de le restreindre. Voilà la différence entre les deux gouvernements. Nous considérons l'éducation comme un investissement. Nous voulions donner aux gens la possibilité d'acquérir de nouvelles connaissances pour faire face aux nouvelles exigences du marché du travail. Nous n'avons pas adopté de programmes qui les en privent.

Parlons un instant des soins médicaux au Manitoba. Le manque à gagner découlant de ce nouveau projet de loi sera égal aux honoraires versés à tous les médecins de la province. Nous savons combien il est difficile pour les provinces de négocier des honoraires acceptables pour les médecins. Nous assistons à cette incroyable tragédie en Ontario. Et pourtant ici les réductions seront égales aux honoraires de tous les médecins. Un autre chiffre est encore plus spectaculaire. Le manque à gagner occasionné par ce projet de loi correspond aux frais d'exploitation totaux de 78 des 80 hôpitaux du Manitoba. On a beau retourner les chiffres dans tous les sens, on est forcé de constater que les 201 députés conservateurs de tous les coins du pays se font complices d'une terrible ponction dans notre régime de soins médicaux. Il n'y aura absolument aucun moyen de maintenir la qualité requise des services visés.

Je fais donc appel à ces députés conservateurs qui savent bien à quoi s'en tenir. Ils se sont occupés d'enseignement et de soins médicaux et ils en connaissent bien les exigences. Je fais donc appel à leur jugement. Comment peuvent-ils permettre que ces farfelus du ministère des Finances s'en tirent aussi facilement? Nous les avons maintes fois entendus nous parler des forces du marché dont nous constatons les résultats maintenant. L'énergie et le commerce baignent dans le chaos absolu. L'infrastructure économique du pays s'effondre. Pourquoi alors permettent-ils que le secteur public se retire de ces domaines qui doivent de toute évidence être financés par l'État?

Je pense que nos vis-à-vis espèrent tout simplement que les gouvernements provinciaux ne pourront résister aux pressions politiques dans leurs régions respectives et qu'ils devront maintenir la qualité du service. Savez-vous ce que cela signifiera pour une famille moyenne du Manitoba d'ici à 1990-1991, d'ici quatre ans environ? Elle devra payer \$1,200 de plus d'impôts. C'est inacceptable. Le gouvernement prétend que nous devons tous faire des sacrifices pour réduire le déficit. Selon lui, nous devons tous participer à la réalisation de notre merveilleux objectif national d'assainissement des finances. Pourtant, comment nos vis-à-vis peuvent-ils prétendre que le fardeau est réparti également, alors que les 3 ou 4 p. 100 de Canadiens à revenu supérieur peuvent profiter de toutes sortes d'exemptions d'impôts comme celle de \$500,000 sur les gains en capital? C'est de la pure discrimination. On ne peut pas dire que c'est répartir le fardeau également.

On en revient à la célèbre phrase du ministre des Finances. Il a déclaré qu'il fallait encourager les gens à s'enrichir, car cela favoriserait la croissance économique. Regardez le prix que nous devons payer. Voyez les angoisses que cela crée.